

Offre de stages auprès du Haut-Commissariat aux droits de l'homme, Secrétariat du Comité des droits de l'enfant à Genève

Présentation générale

Contexte

Le Comité des droits de l'enfant est composé de [18 experts indépendants](#) chargés de surveiller la mise en œuvre de la [Convention relative aux droits de l'enfant](#) par ses États parties.

Il surveille également l'application de deux Protocoles facultatifs se rapportant à la Convention, qui portent sur [l'implication d'enfants dans les conflits armés](#) et sur [la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants](#). Le 19 décembre 2011, l'Assemblée générale a approuvé un troisième Protocole facultatif établissant une [procédure de présentation de communications](#), qui permet à des enfants de déposer eux-mêmes une plainte portant sur des violations spécifiques de leurs droits au titre de la Convention et de ses deux premiers Protocoles facultatifs. Ce Protocole est entré en vigueur en avril 2014.

Tous les États parties sont tenus de présenter au Comité des rapports réguliers sur la mise en œuvre de la Convention. Ils doivent présenter un [rapport initial](#) deux ans après avoir adhéré à la Convention, puis des [rapports périodiques](#) tous les cinq ans. Le Comité examine chaque rapport et adresse ses préoccupations et ses recommandations à l'État partie sous forme d'observations finales.

Le Comité examine également les rapports initiaux remis par les États ayant adhéré aux deux premiers Protocoles facultatifs sur [l'implication d'enfants dans les conflits armés](#) et sur [la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants](#).

Le Comité peut également examiner les [plaintes émanant de particuliers](#) concernant des allégations de violation des dispositions de la [Convention sur les droits de l'enfant](#) et de ses deux premiers protocoles facultatifs par les États parties à la Convention, et mener des enquêtes sur des allégations de violation grave et systématique des droits consacrés par la Convention et ses deux Protocoles facultatifs.

Le Comité se réunit à Genève et organise généralement trois [sessions](#) par an, à savoir une séance plénière de trois semaines et un groupe de travail présession d'une semaine.

Le Comité est appuyé par un Secrétariat qui travaille sous l'égide du Haut Commissariat aux droits de l'homme des Nations Unies

Description des stages – tâches principales

Sous l'autorité de la Secrétaire du Comité des droits de l'enfant et avec l'appui de l'Expert Indépendant du Comité des droits de l'enfant élu au titre de la Belgique, le/a titulaire du poste apportera un appui au travail du Secrétariat du Comité des droits de l'enfant pendant les sessions et entre celles-ci et au département des pétitions.

Deux postes de stagiaire sont à pourvoir.

1. Stage auprès du Secrétariat du Comité des droits de l'enfant

Plus précisément, le/la titulaire aura pour tâches d'assister les fonctionnaires chargés des droits de l'homme auprès du Comité des droits de l'enfant dans:

- la préparation de l'examen des pays qui soumettent un rapport de suivi de la mise en œuvre de la Convention des droits de l'enfant ;
- des recherches juridiques concernant ces pays ;
- soutien à la rédaction de listes de questions ou de recommandations ;
- la préparation de réunions de travail avec les membres du Comité et la rédaction de procès-verbaux;
- en fonction des compétences linguistiques, l'aide à la traduction de documents ou à l'interprétation de réunions officielles avec les membres du Comité ;
- la réalisation d'autres tâches liées à ces tâches principales.

2. Stage auprès du Secrétariat du Département en charge des requêtes individuelles :

- Les recherches juridiques liées aux communications individuelles soumises au Comité des droits de l'enfant ;
- La rédaction de résumé des nouveaux cas soumis au Comité ;
- La rédaction de compte rendu de réunions avec les membres du Comité)

Profil des candidat(e)s

- Diplômé(e) au début du stage de Master en droit (droit international, droits de l'homme), en sciences humaines (sciences politiques, relations internationales) ou sociales (sociologie, anthropologie) Pour le stage auprès de la section des requêtes individuelles, seuls les diplômés de juristes (éventuellement avec spécialisation) seront pris en considération, Master 120 crédits délivré par une université ou une haute école financée ou organisée par la Fédération Wallonie-Bruxelles de Belgique.
- Excellente connaissance des instruments juridiques internationaux dans le domaine des droits de l'homme au niveau international et régional.
- Une bonne connaissance du fonctionnement des Nations Unies serait considérée un atout.
- Solides compétences en matière de recherche, d'analyse et de rédaction notamment pour la préparation de documents et de rapports
- Sens de l'organisation.
- Respect de la confidentialité, de la discrétion, du tact et de la diplomatie
- Aptitude à travailler dans un environnement multiculturel
- Compétences informatiques (Microsoft Word, Excel, Intranet, Internet, etc.)

- Excellente connaissance du français (oral et écrit) et de l'anglais (oral et écrit) ; connaissance de l'espagnol est un atout

Durée du stage : 6 mois

- 15/04/2024 au 15/10/2024

Introduction des candidatures

Adressez pour le **04 février 2024 minuit** à bourses@wbi.be:

- Un CV
- lettre de motivation
- votre choix pour les stage 1 ou 2 (ou un ordre de préférence si les deux postes peuvent vous intéresser)

Remarque : les candidat(e)s présélectionnés acceptant un entretien de sélection avec le HCDH de l'ONU s'engagent à accepter l'offre de stage s'il/elle est sélectionné(e).

Modalités financières

WBI octroie une bourse d'un montant forfaitaire mensuel de 1 600 €, soit 9 600 € sur la période de 6 mois + 50% des frais de transport avec un maximum de 500 EUR pour les frais de déplacement.

Personne de contact

Séverine Dreze bourses@wbi.be

Cette offre de stage vous est communiquée par le service des Bourses Internationales de WBI en collaboration avec la Délégation générale Wallonie-Bruxelles à Genève.